Demande de table ronde, à Monsieur le Préfet du Var, à propos du logement

12 avril 2021

Après une participation commune à la journée européenne du logement (droit au logement, logements pas chers , refus des expulsions) , 15 associations et partis interpellent Mr le Préfet du Var en vue d'une table ronde. La fin de la trêve des expulsions est redoutée à cause des conséquences sociales de la crise sanitaire. Les pouvoirs publics doivent réagir.

A Monsieur le Préfet du Var

URGENCE : **Demande de table ronde sur la question du logement**

Monsieur le Préfet,
Les associations et syndicats signataires (avec le soutien de partis politiques), attirent votre attention sur la situation du logement et des locataires dans le Var.

Tout d'abord, nous tenons à vous faire part de notre inquiétude quant à la campagne menée par des élus de la République contre la loi SRU et contre le logement social, alors qu'ils accordent de nombreux permis pour des constructions neuves.
Une grande partie de la population de notre département est éligible au logement social, logement social qui doit être développé et entretenu.

La situation sanitaire et sociale pèse sur les familles. Le chômage partiel, le ralentissement économique, auxquels se rajoute l'absence d'emplois saisonniers impactent déjà les revenus des familles. Nous connaissons des situations de précarité extrêmes, des familles et de nombreux jeunes sont touchés. Les bailleurs sociaux font état d'une augmentation des impayés de loyers. La situation est également difficile dans le parc privé.

Certes la trêve hivernale a été prolongée, mais nous sommes extrêmement inquiets des conditions de sortie de cette trêve. Nous ne voyons pas comment la situation économique serait redressée au 1er juin.
Or nous savons que des bailleurs préparent des expulsions. Des locataires ont déjà reçu des courriers en ce sens.
Mais où iraient les familles ? Quels hébergements leur seraient proposés ? Avec quelles ressources, avec quel suivi ?

Avec la situation sanitaire et sociale du moment, nous sommes devant ce qui peut devenir une crise sociale grave.

Nos associations ont participé à la journée européenne pour le droit au logement, l'arrêt des expulsions et contre le logement cher, organisé dans 21 pays d'Europe le 27 mars.

Nous pensons que la situation nécessite des mesures exceptionnelles et une implication des pouvoirs publics.

C'est pourquoi :

- Nous lançons une alerte sur la situation des locataires dans le Var ,à savoir la prévention et la prise en charge des impayés.
- Dans la métropole, une attention particulière doit être portée sur la commune de la Seyne (25.14% d'impayés annoncés sur le quartier QPV de Berthe – source CCL THM).
- Nous vous demandons d'organiser une table ronde sur la question des expulsions, mais aussi de l'extension des dispositifs de prévention des impayés de loyers et leur prise en charge par les institutions compétentes (CAF/MSA, Département).
- Il semble indispensable d'élargir et de revoir le plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PLALHPD), au regard des situations mises en lumière par la crise sanitaire.

Etant donnée l'échéance du 1er juin, il nous semble que cette rencontre présente un caractère d'urgence. Nos organisations sont disponibles pour y participer.

Dans l'attente, veuillez recevoir l'expression de notre considération

Pour le collectif de signataires

André Cheinet Secrétaire Général Indecosa CGT 83

Les signataires :
ATTAC, CATEX : collectif anti expulsions, Union Départementale CGT du Var, CNL Var,
DAL Toulon, DAL La Seyne, FSU Var, INDECOSA CGT 83, LDH Toulon-La Seyne, SOLIDAIRES 83, UDEL Union DEfense des Locataires.
Avec le soutien de LFI Var, NPA Var, PCF Var, EELV Var.